



Iran et Turquie unis contre le référendum kurde

Téhéran veut éviter la contagion à sa population kurde et une déstabilisation de l'Irak

 Le référendum d'indépendance qui s'est tenu au Kurdistan irakien le 25 septembre était une " *erreur* " que les dirigeants kurdes doivent désormais " *compenser* " : le président iranien,  Hassan Rohani, a réaffirmé, mercredi 4 octobre à Téhéran, aux côtés de son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, le refus des deux grands voisins de l'Irak de voir le pays divisé à la suite de cette consultation populaire. 

M. Erdogan a promis des mesures de rétorsion " *sévères* ". La semaine dernière, il avait menacé de fermer le pipeline par lequel transitent chaque jour des centaines de milliers de barils de brut produits au Kurdistan : la principale voie d'exportation de la région autonome. Sans passer à l'acte.

Les deux pays ont déjà pris des mesures limitées : ils ont fermé, vendredi, les liaisons aériennes internationales de cette région enclavée. Des exercices militaires ont été organisés aux frontières turque et iranienne, avec des éléments de l'armée irakienne. L'Iran a fermé sa frontière aux camions-citernes qui alimentent Erbil en essence raffinée. Les deux puissances et Bagdad souhaitent que des douaniers irakiens prennent en charge les postes-frontières kurdes, sans effet pour l'heure.

" *Trahison* "

Alors que les autorités kurdes se gardent désormais de mettre en avant une revendication d'indépendance (approuvée par 92,73 % des votants au référendum) et proposent un " *dialogue* " ouvert à l'Etat central irakien, qui le refuse, l'Iran et la Turquie présentent un front commun derrière Bagdad, destiné à bloquer toute conséquence concrète du scrutin – organisé sans base légale solide ni liste électorale fiable – à moyen terme.

" *La coordination avec Bagdad et la Turquie doit ralentir le processus, et faire en sorte que Massoud Barzani - le président de la région autonome kurde - l'oublie*, explique Foad Izadi, analyste conservateur proche des cercles militaires iraniens. *Bien des gens à Téhéran pensent que Barzani a fait une erreur, que plus personne ne peut lui faire confiance.* "

Alors que M. Barzani cherche à tirer bénéfice du référendum pour renforcer sa mainmise sur le Kurdistan, Téhéran dispose de relais pour exacerber les divisions kurdes. Cependant, pour l'heure, " *les Iraniens ne veulent pas multiplier les sanctions* ", dit Nazem Dabbagh, le représentant de la région autonome à Téhéran, issu de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), le parti rival de la formation de M. Barzani. " *Ils disent vouloir causer le moins de difficultés possibles aux Kurdes et préserver l'autorité de leurs dirigeants.* "

La tenue même du référendum constitue une menace existentielle pour Téhéran. L'Iran craint une contagion au Kurdistan irakien, et de voir son précieux allié irakien affaibli. Téhéran n'a pas manqué de noter que seul Israël a déclaré son soutien au référendum. Mercredi, au terme de sa rencontre avec M. Erdogan, le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, a dénoncé une " *trahison* " d'Erbil, estimant que les Etats-Unis et des puissances rivales cherchaient à " *établir un nouvel Israël dans la région* ".

L'Iran, qui doute de la fermeté de M. Erdogan face Massoud Barzani, son allié kurde traditionnel, dispose de moyens importants pour faire plier la région. Cependant, une fermeture franche et entière de sa frontière, difficile à mettre en œuvre dans cette région montagneuse, nuirait également au Kurdistan irakien. Pauvre et marginalisée, sans industrie d'importance, cette région demeure dépendante du commerce frontalier : des dizaines de milliers de Kurdes iraniens y vivent de la contrebande de marchandises vers l'Irak.

Louis Imbert